

A group of people are walking along a paved path in a park. In the foreground, a person is seated in a blue wheelchair, wearing a patterned sweater and dark trousers. They are being assisted by several people walking alongside them. One person in a blue cap and blue sweater is walking to the left, holding a water bottle. Another person in a striped shirt and blue cap is walking to the right, also holding a water bottle. A person in a green jacket and blue cap is walking behind the wheelchair, holding a red umbrella. The background shows trees with green leaves and a grassy area.

# La gestion des legs pour votre association : aspects juridiques et fiscaux

Mardi 19 novembre **2024**

# Le programme du webinaire

01

**Retour sur quelques définitions clés :** libéralités et capacité

02

**La fiscalité des libéralités :**  
votre association est-elle exonérée des droits de mutation à titre gratuit sur les libéralités qu'elle reçoit ?

03

Comment s'assurer de sa **capacité à recevoir des libéralités** ?

04

Association affiliée à l'Unapei bénéficiaire de libéralités : **quelle procédure suivre ?**

05

**Questions/réponses**  
Temps d'échange

# Introduction



5 min



**Anouk MARCHALAND**

**Juriste chez France générosités**





# France générosités

- Le syndicat professionnel des organisations qui font appel à la générosité du public
- 26 ans d'existence
- 10 salariés
- 155 associations et fondations membres
- 3 missions :
  - ✓ **DEFENDRE** les droits et les intérêts du secteur de la générosité auprès des pouvoirs publics
  - ✓ **ACCOMPAGNER** la montée en connaissance et compétences de nos membres pour développer leur générosité
  - ✓ **DEVELOPPER** les générosités par la production et diffusion de connaissances et la promotion auprès du grand public



# 2 750

## Collaborateurs

des organisations membres avec lesquels France générosités interagit

# I. Retour sur quelques définitions clés



5 min

**01**

**Les différentes formes de libéralités**

**02**

**La capacité à recevoir des libéralités**

# I. Retour sur quelques définitions clés

## 1.1 Les différentes formes de libéralités

### Donner de son vivant

- Don manuel : don « de la main à la main »
- Donation : acte notarié

### La transmission par décès

- Legs : disposition testamentaire
- Assurance vie : patrimoine « hors succession »

# I. Retour sur quelques définitions clés

## 1.2 La capacité à recevoir des libéralités

**Toutes les structures juridiques n'ont pas la même capacité à recevoir des donations et legs**

**La « petite capacité » :** capacité d'être gratifié par une donation ou un legs sous réserve de remplir certaines conditions.

- **Les associations simplement déclarées**
- Les unions ou fédérations
- Les associations cultuelles
- Les congrégations
- Les associations de droit local inscrites
- Mais aussi : les organisations étrangères, les sociétés commerciales.

**Les associations loi 1901, simplement déclarées, affiliées à l'Unapei** peuvent :

- recevoir des libéralités si certaines conditions sont remplies (cf. point 3),
- recevoir des dons manuels,
- être bénéficiaire d'un contrat d'assurance vie.



# I. Retour sur quelques définitions clés

## 1.2 La capacité à **recevoir des libéralités**

**La « grande capacité » :** capacité d'être gratifié par une donation ou un legs sans condition

- **Les associations reconnues d'utilité publique (ARUP)**
- Les associations de droit local dont la mission a été reconnue d'utilité publique
- Les fondations reconnues d'utilité publique (FRUP)
- Les fondations abritées
- **Les fonds de dotation**
- Les fondations à objet particulier
- Mais aussi : l'Institut de France et ses académies, les mutuelles, les fonds de pérennité et les partis politiques.

**L'Unapei, en tant qu'ARUP,** peut librement recevoir des dons manuels, des libéralités et être désignée en tant que bénéficiaire d'un contrat d'assurance vie.

# II. La fiscalité des libéralités

**01**

**La fiscalité côté donateur**



**20 min**

**02**

**La fiscalité côté organisme bénéficiaire**

**03**

**Focus sur la notion d'assistance et de bienfaisance**

## II. La fiscalité des libéralités

### 2.1 La fiscalité côté donateur

#### Dons des particuliers

- Les dons faits au profit de l'Unapei ou de ses associations affiliées **peuvent ouvrir droit à la réduction d'impôt sur le revenu** (Art. 200 du code général des impôts)
- L'Unapei et ses associations affiliées **ne sont pas éligibles aux dons IFI** (Art. 978 du code général des impôts)

#### Mécénat d'entreprise

- Les entreprises mécènes **peuvent bénéficier d'une réduction d'impôt sur le revenu ou sur les sociétés** pour les dons qu'elles réalisent au profit de l'Unapei ou de ses associations affiliées (Art. 238 bis du code général des impôts)

#### Le reçu fiscal

- L'association n'est pas obligée de délivrer un reçu fiscal
- Il est obligatoire pour le donateur d'avoir un reçu fiscal pour bénéficier de la réduction d'impôt
- Respect des modèles de l'administration fiscale : modèle distinct pour les particuliers et pour les entreprises
- Obligation déclarative pour les organismes qui délivrent des reçus fiscaux

## II. La fiscalité des libéralités

### 2.2 La fiscalité côté **organisme bénéficiaire**

#### Dons manuels

- Les dons manuels sont en principe soumis aux droits de donation
  - **Sont exonérés :**
    - les **organismes d'intérêt général** mentionnés à l'article 200 du Code général des impôts
    - Les organismes bénéficiant d'une exonération de droits de mutation à titre gratuit (DMTG) pour les libéralités qui leur sont consenties
- **L'Unapei et ses associations affiliées** qui ont la qualité d'organisme d'intérêt général **ne sont pas taxés sur les dons manuels qu'elles reçoivent**

Référence : art. 757, al. 3 du Code général des impôts

## II. La fiscalité des libéralités

### 2.2 La fiscalité côté **organisme bénéficiaire**

#### Donation et legs

- Principe d'assujettissement des libéralités aux **droits de mutation à titre gratuit (DMTG)**
- **Seules certaines libéralités sont exonérées de DMTG à raison :**
  - de la forme de l'organisme bénéficiaire ;
  - de l'objet poursuivi.

Sont exonérées de DMTG

- **L'Unapei**, en tant qu'association reconnue d'utilité publique (ARUP)
- Les **associations** simplement déclarées, affiliées à l'Unapei, qui poursuivent **un but exclusif d'assistance ou de bienfaisance**.

Référence : art. 1712 et 795 du Code général des impôts

## II. La fiscalité des libéralités

### 2.2 La fiscalité côté **organisme bénéficiaire**

#### Donation et legs

Ne sont pas exonérées de DMTG :

- **Les associations simplement déclarées** n'ayant pas la qualité d'association d'assistance ou de bienfaisance
  - Elles sont redevables des droits d'enregistrement au **taux de 60%** :
  - Application de l'abattement de 1 594 euros



Les associations affiliées **ne bénéficient pas de l'exonération de l'Unapei du fait de leur affiliation**

Référence : art. 1712, 795 et 777 du Code général des impôts



## II. La fiscalité des libéralités

### 2.2 La fiscalité côté **organisme bénéficiaire**

#### Assurance vie

- Fiscalité relativement avantageuse quel qu'en soit le bénéficiaire
- Les organismes qui peuvent recevoir à titre gratuit des legs et donation **sans taxation** bénéficient du même avantage pour l'assurance vie :
  - **Unapei**, en tant qu'ARUP
  - Associations simplement déclarées, affiliée à l'Unapei, qui poursuivent un **but exclusif d'assistance ou de bienfaisance**
- Les **associations simplement déclarées** qui ne sont pas d'assistance ou de bienfaisance sont **taxées comme les particuliers** (pour en savoir plus : [Guide Assurance vie](#))

Référence : art. 757 B, 990 I, 795 du Code général des impôts

## II. La fiscalité des libéralités

### 2.3 Focus sur la **notion d'assistance et de bienfaisance**

Absence de définition légale de la notion d'assistance et de bienfaisance

**Définition du Conseil d'Etat :** les associations de bienfaisance sont celles qui

- ✓ portent des actions désintéressées visant à améliorer la situation des personnes ayant besoin d'une aide compte tenu de leur situation
- ✓ et qui s'adressent à des bénéficiaires extérieurs à leurs membres

**Définition de la doctrine fiscale :**

- les associations de bienfaisance sont les organismes dont **l'activité exclusive** consiste à **secourir les personnes qui se trouvent en situation de détresse ou de misère**, en leur venant en aide pour leurs besoins indispensables, et en favorisant leur insertion et leur promotion sociale

Référence : CE, 19 juin 1937, Ligue Française pour la protection du cheval / BOFiP, BOI-IR-RICI-250-10-20-20, n° 110

## II. La **fiscalité** des libéralités

### 2.3 Focus sur la **notion d'assistance et de bienfaisance**

- Il n'appartient pas au notaire de décider si la qualification « assistance et/ou bienfaisance » peut ou non être retenue, **c'est à l'association d'en justifier.**
- Possibilité de faire une **demande de rescrit** à des fins de sécurisation :
- Recommandation de l'Unapei : procédure de **rescrit fiscal** auprès de l'administration fiscale (vérification de ma qualité d'assistance et de bienfaisance)

# Retour d'expérience de l'Unapei 34

**Bernard DESSIMOULIE,**  
Président de l'Unapei 34

# III. Association affiliée à l'Unapei : comment m'assurer de ma capacité à recevoir des libéralités ?

01

La notion d'intérêt général



10 min

02

La procédure de rescrit

# III. Association affiliée à l'Unapei : comment m'assurer de ma capacité à recevoir des libéralités ?

## 3.1 La notion d'intérêt général

### Une association loi 1901 simplement déclarée peut librement :

- Recevoir des dons manuels et des dons d'établissements publics
- Être bénéficiaire d'un contrat d'assurance vie

### Elle ne peut recevoir des donations et legs que si :

- elle existe depuis **au moins 3 ans** ;
- elle exerce des **activités d'intérêt général** au sens de l'article 200, 1, b du CGI.

Référence : art. 6 loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d'association



# III. Association affiliée à l'Unapei : comment m'assurer de ma capacité à recevoir des libéralités ?

## 3.1 La notion d'intérêt général

- La notion « d'association d'intérêt général » est une **notion fiscale**
- **Conditions cumulatives** à remplir pour être considéré comme un organisme d'intérêt général :
  1. Être géré de façon **désintéressée**
  2. **Ne pas exercer d'activité principale lucrative** (au sens fiscal)
  3. **Ne pas fonctionner au profit d'un cercle restreint de personnes**
  4. Présenter l'un des **caractères énumérés par la loi** : philanthropique, éducatif, scientifique, **social**, humanitaire, sportif, familial, culturel ou concourant à l'égalité entre les femmes et les hommes, à la mise en valeur du patrimoine artistique à la défense de l'environnement naturel ou à la diffusion de la culture, de la langue et des connaissances scientifiques françaises.

Référence : BOFIP, BOI-IR-RICI-250-10-10, n° 90

# III. Association affiliée à l'Unapei : comment m'assurer de ma capacité à recevoir des libéralités ?

## 3.2 La procédure de rescrit

La qualification d'intérêt général **peut être attestée par l'association elle-même**

A des fins de sécurisation, **une demande de rescrit** peut être effectuée :

- **Rescrit fiscal « général »** : permet au contribuable d'interroger l'administration fiscale sur sa situation de fait au regard d'un texte fiscal en vue d'obtenir de cette dernière une prise de position formelle.
- **Rescrit fiscal « mécénat »** : permet de s'assurer que l'association peut délivrer des reçus fiscaux
  - Interrogation de l'administration fiscale
- **Rescrit administratif « legs et donations »** : permet à une association de s'assurer qu'elle peut recevoir des libéralités
  - Interrogation du représentant de l'Etat dans le département concerné par la demande (le préfet)

# III. Association affiliée à l'Unapei : comment m'assurer de ma capacité à recevoir des libéralités ?

## 3.2 La procédure de rescrit

**A noter :** les conditions nécessaires pour bénéficier de la capacité à recevoir des libéralités sont présumées satisfaites lorsque l'association dispose d'une prise de position formelle délivrée dans le cadre de la procédure de rescrit fiscal « mécénat ».

- **Un rescrit fiscal « mécénat » positif permet de présumer qu'un organisme bénéficiaire d'un legs remplit les conditions légales pour accepter ce legs.**

Référence : décret n° 2024-720 du 5 juillet 2024, article 1er du décret du 11 mai 2007

# Associations affiliées à l'Unapei : capacité à recevoir des libéralités et fiscalité applicable

## Synthèse

		Association simplement déclarée	Association d'assistance et/ou de bienfaisance
<b>Dons manuels</b>	Capacité	Oui	Oui
	Fiscalité	Exonération (si conditions remplies)	Exonération (si conditions remplies)
<b>Donations et legs</b>	Capacité	Sous conditions : exister depuis 3 ans et exercer des activités d'intérêt général	Sous conditions : exister depuis 3 ans et exercer des activités d'intérêt général
	Fiscalité	DMTG au taux de 60%	Exonération de DMTG
<b>Assurance vie</b>	Capacité	Oui	Oui
	Fiscalité	Identique à celle des particuliers	Exonération

# IV. Association affiliée à l'Unapei bénéficiaire de libéralités : quelle procédure suivre ?

01

Recevoir une libéralité par l'intermédiaire de l'Unapei



10 min

02

Recevoir une libéralité de manière directe

# IV. Quelle est la **procédure** à suivre ?

## 4.1 Recevoir une libéralité par l'intermédiaire de l'Unapei

### **L'Union peut intervenir lorsqu'elle est directement mentionnée dans le testament ou l'acte de donation**

- Une jurisprudence du Conseil d'Etat permet aux unions et fédérations de recevoir une libéralité pour le compte de leurs associations affiliées. Plusieurs conditions doivent être remplies :
  - **L'Union est mentionnée** dans le testament ou l'acte de donation en tant que bénéficiaire de la libéralité
  - Le testament ou l'acte de donation précise que **les fonds reçus par l'Union doivent être affectés à l'une de ses associations affiliées**
  - L'association affiliée désignée doit avoir la **capacité à recevoir** des libéralités

### **L'Union ne peut pas intervenir dans les successions où elle n'est pas directement mentionnée.**

- La loi relative à l'économie sociale et solidaire (art. 74, L. n° 2014-856 du 31 juillet 2014 modifiant l'art. 6 L. 1901) a modifié la capacité juridique des associations simplement déclarées qui, pour la plupart d'entre elles, peuvent désormais recevoir des libéralités.

Référence : avis du Conseil d'Etat du 26 décembre 1923, article L. 64 du Livre des procédures fiscales



# IV. Quelle est la **procédure** à suivre ?

## 4.2 Recevoir un **legs** de manière directe

Étape 1	<b>Rédaction du testament</b> <i>trop souvent effectuée sans contact préalable avec l'OSBL et/ou sans l'assistance d'un professionnel</i>
Étape 2	<b>Décès du philanthrope.</b>
Étape 3	<b>Analyse du testament.</b> => en fonction du type de legs et de la configuration familiale, définition des modalités du transfert de propriété
Étape 4	<b>Information OSBL.</b>
Étape 5	<b>Analyse en vue de l'acceptation</b> (ou refus) de la libéralité par l'organe habilité au sein de l'OSBL. <i>Nécessité dès ce stade d'un éclairage sur la valeur du legs recueilli ou un état actif/passif de la succession</i>
<b>Étape supplémentaire éventuelle</b> : procédure d'acceptation administrative le cas échéant	
Étape 6	<b>Si décision d'acceptation.</b> => Choix par l'OSBL de cantonner ou non la libéralité => En présence d'héritiers réservataires, exercice éventuel par ces derniers de l'action en réduction si le legs ampute leur réserve. => Dépôt de la déclaration de succession.
Étape 7	Règlement par l'OSBL de sa <b>quote-part de frais</b> (sauf si legs net de frais).
Étape 8	<b>Entrée en possession définitive</b> des actifs ou biens légués. Et contribution au passif le cas échéant.

# IV. Quelle est la **procédure** à suivre ?

## 4.2 Recevoir une **donation** de manière directe

Étape 1	<b>Proposition de donation</b> à l'OSBL.
Étape 2	Échange sur les <b>conditions</b> de la donation et les <b>charges</b> : accord de principe entre le donateur et l'OSBL.
Étape 3	En présence d'héritiers réservataires, <b>analyse du risque</b> d'une éventuelle action en réduction et prévention.
Étape 4	Établissement du <b>projet d'acte</b> par le notaire et validation par les deux parties.
Étape 5	<b>Acceptation de la libéralité</b> par l'organe habilité au sein de l'OSBL.
Étape 6	<b>En cas d'acceptation :</b> => signature de l'acte de donation par le représentant légal de la structure désigné par l'organe habilité au sein de l'OSBL. => règlement par le donataire de sa quote-part de frais (sauf prise en charge par le donateur). Délivrance éventuelle d'un reçu fiscal au titre de l'IR (ou IFI) si les conditions sont remplies.
<b>Étape supplémentaire éventuelle</b> : procédure d'acceptation administrative le cas échéant	
Étape 7	<b>Transfert de propriété</b> dès la signature de l'acte (sauf exception)
Étape 8	<b>Lors de la succession du donateur</b> : en présence d'héritiers réservataires, risque d'une éventuelle action en réduction si la quotité disponible est insuffisante au regard de la libéralité, s'il n'a pas été éliminé en amont.

# IV. Quelle est la **procédure** à suivre ?

## 4.2 Recevoir le capital d'une **assurance-vie** de manière directe

Étape 1	<b>Rédaction (ou modification) de la clause bénéficiaire.</b> Cette dernière est déposée auprès de l'assureur ou du notaire.
Étape 2	<b>Décès du philanthrope.</b>
Étape 3	<b>La compagnie d'assurances (et/ou le notaire s'il détient la clause) informe l'OSBL</b>
Étape 4	<b>Acceptation du bénéfice de la stipulation pour autrui</b> (un simple courrier d'un représentant habilité de l'OSBL suffit). Il n'y a pas de délibération spéciale en vue d'autoriser l'acceptation.
Étape 5	<b>Fiscalité ?</b> L'OSBL est généralement exonéré (dans les mêmes cas et conditions que pour les droits de mutation). Toutefois, si le contrat comporte des primes versées après 70 ans, il doit obtenir un certificat de l'administration fiscale constatant la non-exigibilité prévue à l'article 757 B du CGI.
<b>Étape supplémentaire éventuelle</b> : procédure d'acceptation administrative le cas échéant	
Étape 6	<b>Perception des fonds.</b>
Étape 7	<b>Éventuelle action des héritiers</b> pour demander au tribunal la qualification des primes comme exagérées (C. assur., art. L. 132-13).

# Les ressources à votre disposition

## Guides rédigés en partenariat avec le Conseil supérieur du notariat :

- [Guide des Libéralités 2023](#)
- [Guide des générosités 2019](#) (en cours de mise à jour)

## Plaquettes d'information réalisées en collaboration avec France Assureurs :

- [Accompagner la désignation d'un organisme sans but lucratif comme bénéficiaire d'un contrat d'assurance vie](#)
- [Assurance-vie : quelles pièces justificatives pour un OSBL ?](#)

## Autres ressources :

- [FAQ gestion d'un dossier legs pour les associations et fondations](#)
- Guide ["La Philanthropie un projet de vie"](#)
- Guide ["Assurance-vie : un don à la portée de tous"](#)
- [Nos Podcasts juridiques](#) : intérêt général, procédure de rescrit, ...
- Modèles de reçus fiscaux [entreprises](#) et [particuliers](#)

# Questions - réponses temps d'échange



10 min

S'ENGAGER  
POUR  
VIVRE  
ENSEMBLE





# Nous contacter

## Unapei

15 rue Coysevox – 75 018 Paris  
01 44 85 50 50 - [www.unapei.org](http://www.unapei.org)

Suivez-nous sur

